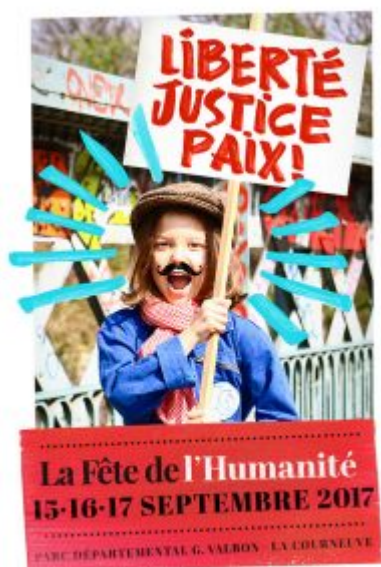


Pas de capitalisme sans casser des oeufs ! Questions à Xavier Compain

Xavier Compain a animé pendant l'Université du PCF à Angers un débat avec Jean Louis Durand , chercheur communiste à l'INRA, cégétiste , sur le thème « *l'agriculture au défi de la transition écologique* » .

A la Fête de l'Humanité, le samedi 16 septembre à 14h30, il animera un débat sur l'Alimentation, la Santé, l'Agriculture et l'Environnement sur le thème « Du danger dans nos assiettes. Pas de capitalisme sans casser des œufs ».



Parallèlement, dans le sillage de la vente solidaire de fruits et légumes à juste prix du 17 août des agriculteurs du MODEF et du Parti Communiste sur une centaine de points de vente, les communistes bretons présents sur la fête de l'Humanité au parc de la Courneuve organiseront un marché solidaire de légumes et de fruits bretons le samedi 16 septembre

dans l'après-midi.

Voici une interview de Xavier Compain réalisée pour le journal du PCF Finistère du mois de septembre « *Rouge Finistère* » en lien avec le récent scandale des œufs contaminés au Fipronil



Xavier Compain, porte-parole du PCF Bretagne et responsable de la commission Agriculture-Pêche-Fôrets du PCF avec Martine Sellier, présidente de la [CGT Indecosa](#)

PAS DE CAPITALISME SANS CASSER DES ŒUFS !

3 questions à Xavier Compain, porte-parole du PCF Bretagne, animateur de la commission Agriculture-Pêche-Forêt du Parti Communiste. Sommes-nous sûrs de ce que nous consommons ?

Avec les poulaillers traités au Fipronil, pourtant interdit on a l'impression qu'une crise agro- sanitaire succède à une crise agro-sanitaire.

Cette crise dite du Fipronil (des poulaillers géants ont été désinfectés avec ce produit interdit) fait suite à d'autres crises dans des secteurs très différents les uns des autres...

On a des alertes depuis des années. Souvenons nous de la « *vache folle* » entre 1996 et les années 2000, des épidémies de grippe aviaire qui traversent le globe, des lasagnes à la viande de cheval. N'oublions pas non plus les dommages collatéraux, qui touchent notre environnement : les marées d'algues vertes sur nos côtes, les pollutions au nitrate des cours d'eau. Si les crises s'enchaînent, c'est que peu de choses changent et que les changements, quand il y en a, prennent un temps fou ou sont partiels. Et je ne parle pas des décisions publiques contradictoires et brouillonnes. Tout cela n'est pas lié au hasard, au « pas de chance ». Le système de production est directement en cause. C'est un système à bout de souffle qui interpelle à juste titre.

C'est, comme on dit, un risque systémique ?

Oui. Bien sûr C'est le gigantisme des lieux de production, la standardisation des produits et des cultures, la spécialisation des exploitations, la course au profit, en amont des fournisseurs, en aval des distributeurs. Certains qualifient le système comme « industriel libéral ». Appelons un chat un chat et une poule une poule, c'est la marque même du système capitaliste. Reprenons le cas du Fipronil. Quand une exploitation accueille 30 000 poules, pondeuses ou non, bien évidemment la désinfection obligatoire des immenses locaux ne peut être confiée qu'à des entreprises de nettoyage industriel et/ou à des procédés de décontamination particulièrement agressifs. C'était le cas en l'espèce. Le développement sans limite des exploitations – 20 000 porcelets pour 980 truies gestantes là, 1000 vaches ici, 35 000 canards ailleurs – expose le cheptel entassé au moindre virus, à la moindre attaque bactériologique et favorise les réponses en « cides » : fongicide, insecticide, pesticide, et « aincide » de suite...



Xavier Compain, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF et Nicolas Bonnet-Ouladj, président du groupe communiste des élu.e.s de Paris lors d'une vente solidaire de fruits et légumes, organisée par le PCF, place de la Bastille à Paris.

Alors ?? STOP... ou encore ?

Pour des raisons impérieuses qui intéressent l'emploi, le revenu des agriculteurs et la reconnaissance de leur savoir faire, la qualité alimentaire, l'aménagement du territoire, l'environnement, il est urgent de reconsidérer le modèle agricole qui nous a été progressivement imposé au tournant des années 70. Un modèle qui a démontré sa nocivité et son inadéquation avec les besoins humains. Nous n'en voulons plus. Le monde ne se divise pas entre je ne sais quels détenteurs des progrès techniques et les folkloristes, adeptes des sabots de bois et des sols en terre battue dont nous serions.

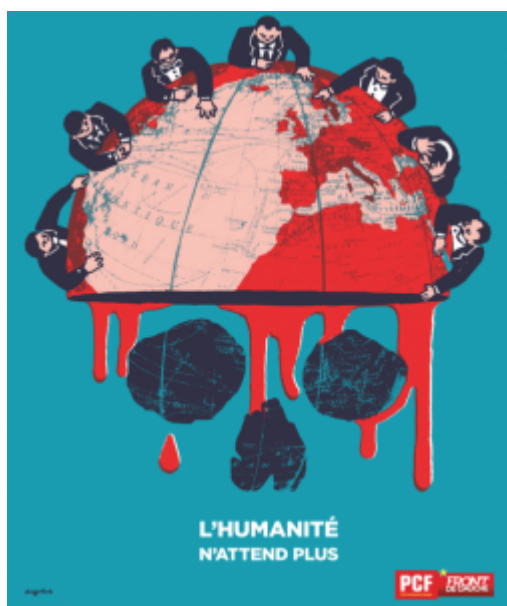
Nous travaillons à la promotion d'une agriculture paysanne capable de satisfaire en tout premier lieu les besoins locaux et nationaux, libérée des contraintes mortifères de la concurrence internationale, hautement qualifiée, notamment d'un point de vue agronomique, respectueuse des consommateurs et de ceux qui les nourrissent.

Propos recueillis par Gabriel Collorec.

Phosphine à Brest : pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !

Déclaration de la section de Brest et de la fédération du Finistère du PCF

25 500 tonnes de maïs traitées à la phosphine et stockées dans le port de Brest : ce n'est pas un sujet de santé publique pour la Préfecture !



Depuis bientôt un mois, 25 500 tonnes de maïs importées de Roumanie pour le compte du groupe breton Triskalia et destinées à l'alimentation animale, restent stockées dans le port de Brest en raison d'émanations toxiques résultant d'un traitement à la phosphine, **un pesticide extrêmement dangereux pouvant entraîner de graves conséquences neurologiques, respiratoires et cardiaques.**

L'alerte a été donnée par les dockers de Brest et par des

collectifs de soutien aux salariés victimes des pesticides, et des contrôles de services de l'État ont eu lieu, révélant que la teneur en gaz toxiques reste anormale.

Pourtant le représentant du préfet estime que ce n'est pas un sujet de santé publique !

Qu'en pensent les marins qui ont convoyé cette cargaison à haut risque ? Les dockers qui l'ont déchargée et selon lesquels il aurait suffi de respirer le gaz au-dessus de la cale pour « partir en un quart d'heure » ? Qu'en pensent les chauffeurs appelés à transporter ce chargement qui représente l'équivalent de 830 camions ? Et les ouvriers qui manipuleront ces produits toxiques dans leur usine, alors que plusieurs cas de graves contaminations par ces pesticides sont en cours de jugement depuis plusieurs années ?

Sans oublier les paysans qui recevront ce maïs pour leurs animaux, tout cela finissant dans la chaîne alimentaire et donc dans l'assiette du consommateur.

Dans l'immédiat, nous exigeons que toutes les précautions soient prises par les services de l'État pour surveiller et contrôler ces gaz toxiques, pour protéger la population de tout effet nocif, et que le maïs ne soit pas livré tant que la preuve de son innocuité ne sera pas apportée.

Il faut rechercher aussi les responsables de cette situation qui doivent assumer leurs responsabilités financières dans le coût de ces opérations, voire pénales s'il y a lieu.

Au-delà, ce triste épisode pose plusieurs questions de fond.

Il souligne avec force la nécessaire réorientation des pratiques agricoles. Il est urgent de tourner le dos à cette agriculture intensive polluante qui s'est développée sous la pression de la finance, et d'engager une transition écologique vers une agriculture paysanne, relocalisée, permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux consommateurs

d'accéder à une alimentation saine et de qualité.

Est posée aussi la question de la protection des salariés au travail. Et l'on ne peut que s'inquiéter de la mise en application de la Loi Travail et des graves reculs qu'elle porte en matière de médecine du travail.

Enfin est mise en évidence une nouvelle fois l'importance pour la sécurité de la population de services publics de qualité. Or leur capacité à remplir leurs missions a déjà été affaiblie ces dernières années par les politiques d'austérité et certains candidats à la présidentielle ne cachent pas qu'ils ont fait le choix idéologique de les démanteler.

Sur tous ces terrains, les communistes et leurs élus sont et seront mobilisés, avec les salariés, avec les paysans, avec les citoyens, pour lutter contre les reculs sociaux et la mainmise de la finance, pour une société de progrès social et écologique, pour l'Humain d'abord.

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF

Jean-Paul Cam, secrétaire de section du PCF Brest

Yvonne Rainero, membre de la commission nationale santé du PCF et animatrice de la commission finistérienne santé-protection sociale du PCF

**Déclaration de la Fédération
du Finistère Porcherries**

industrielles La course au gigantisme est une voie dangereuse et sans issue.



Les habitants de Landunvez et les associations de protection de l'environnement s'inquiètent, à juste titre, des projets d'agrandissement d'une porcherie industrielle installée dans la commune.

Le Préfet du Finistère a donné son accord passant outre l'opposition du commissaire enquêteur. ça c'est de la simplification administrative !

Les risques sanitaires, les interdictions de baignades épisodiques sur les plages de la commune, les épandages odorants, les pollutions des cours d'eau avoisinants n'ont pas fait sourciller le représentant de l'État dans le département.

Mais que peut on refuser à la SARL AVEL VOR (ou AVEL MOC'H c'est selon) dirigée par le Président du Comité Régional Porcin, administrateur du groupement de producteurs AVELTIS qui commercialise 3 000 000 de cochons par an ?

Les citoyens ne peuvent que s'étonner du fossé qui se creuse entre les discours officiels et la réalité.

Les crises succèdent aux crises. Tous les secteurs sont touchés, la filière porcine, la production de lait, les légumiers...

Les actions régulières des agriculteurs sont là pour nous le rappeler.

La situation est telle qu'elle fait dire aux experts que la crise est systémique et que le modèle d'agriculture industrielle, qui a détruit en Bretagne des dizaines de milliers d'emploi, met à genoux les producteurs, épuise les ressources, impacte violemment l'environnement n'est pas la solution mais bien la source du problème.

Et ce modèle il est grand temps d'en changer.

L'avenir de l'agriculture, l'avenir de nos territoires ne passent pas par la course au gigantisme et l'inscription obligatoire des paysans dans la compétition mondiale, prônée par les ayatollahs du libéralisme forcené. Ils en seront, nous en serons toujours les victimes.

On pourrait alors s'attendre que l'État, qui n'est pas avare en déclarations et prétend soutenir une agriculture de qualité, respectueuse des hommes et l'environnement, passe sans attendre aux travaux pratiques.

On pourrait s'attendre à ce qu'il s'oppose aux agrandissements déraisonnables et qu'il promeuve les installations et les conversions en agriculture paysanne.

Dans cette bataille, comme dans d'autres, l'intervention citoyenne est indispensable.

La fédération finistérienne du Parti Communiste Français apporte son soutien sans réserve aux habitantes et aux habitants de Landunvez, aux associations de protection de l'environnement et du patrimoine engagés dans le combat contre agrandissement de la porcherie industrielle AVEL MOR.

Commission maritime Déclaration de la Fédération du Finistère Démolition du cargo Captain Tsarev



Pour une filière industrielle de déconstruction, de recyclage et de valorisation des navires

L'histoire, compliquée, du vraquier Captain Tsarev remorqué à Brest en novembre 2008 en avarie moteur et abandonné depuis à quai par son armateur, touche sa fin.

La Région Bretagne a obtenu en décembre 2015, à la suite d'un longue procédure contentieuse, la déchéance de propriété du navire, ouvrant droit à la vente pour démolition d'un bâtiment devenu dangereux.

Le chantier de déconstruction a été confié à la société spécialisée «Les recycleurs bretons ».

Huit ans pour en arriver là.

On pourra se questionner sur la longueur du délai, la complexité de certaines procédures, la frilosité peut être à

les activer, la méfiance devant la stratégie malhonnête de pseudo armateurs... On mettra cependant en balance que dès son arrivée à Brest, le point de sortie était quasiment inéluctable et que le navire a neutralisé, pendant 96 mois, 200 mètres linéaires de quai. Une paille dans un port en pleine mutation.

On remarquera d'ailleurs que la clôture du dossier « Captain Tsarev » n'épuise pas le sujet à Brest puisqu'il reste à traiter les cas du « Karl », de « l'Antigone Z » et de « l'Océan Jasper ».

Au delà de ces remarques, largement partagées, le PCF se félicite de cette issue.

Ce chantier doit en appeler d'autres et il est grand temps que se construise en Bretagne et dans le Finistère une filière industrielle de déconstruction, de recyclage et de valorisation des navires en fin de vie.

Les enjeux sociaux, économiques, environnementaux ne sont plus à démontrer.

La flotte mondiale compte aujourd'hui 80 000 navires de plus de 120 mètres de long. 1 200 d'entre eux sont démolis chaque année.

90% le sont dans les pays du Sud Est asiatique, dans des conditions effroyables, pour les femmes et les hommes qui travaillent dans les chantiers et bien sûr pour l'environnement.

Ces enjeux sociétaux, environnementaux, territoriaux n'ont pas pour horizon indépassable « le combien ça coûte ? », le taux de marge ou les comptes de résultat de tel ou tel armateur.

Les pouvoirs publics, locaux, départementaux et régionaux, comme ils le font pour nombre de secteurs économiques, peuvent et doivent aider à l'émergence et à la structuration d'une filière technique spécialisée dans ce domaine.

Brest le 18 mai 2016.